



Les PME créent des emplois.
La Jeunesse socialiste détruit des entreprises.

Les PME créent des perspectives.
La Jeunesse socialiste détruit la succession.

Les PME créent la confiance.
La Jeunesse socialiste détruit la propriété.

Le 30 novembre,

NON

**à l'impôt extrême de la
Jeunesse socialiste!**

L'industrie et les PME renforcent la Suisse. Elles créent des emplois et des places de formation. Et elles assurent une économie régionale forte.

Notre pays vit d'une industrie forte et de PME innovantes. Elles fournissent des services et des produits de haute qualité dans tout le pays. Elles assurent l'approvisionnement du pays, en tant que prestataires de services pour les particuliers et en tant que fournisseurs pour les grandes entreprises. L'industrie et les PME réparent, fournissent, construisent et développent. Grâce à sa flexibilité et à sa force d'innovation, la Suisse fait partie des économies les plus productives du monde.

L'industrie et les PME constituent l'épine dorsale de l'économie suisse. Elles renforcent l'économie régionale et contribuent à l'équilibre régional. Un aspect très important: l'industrie et les PME créent des milliers d'emplois et de places d'apprentissage, dans les centres, mais aussi dans tout le pays.

L'industrie et les PME sont responsables de leurs collaboratrices et collaborateurs et de l'économie régionale. Leur engagement fait le succès de la Suisse.

L'impôt extrême de la Jeunesse socialiste est une attaque directe contre l'industrie et les PME. Il détruit des emplois et des places d'apprentissage. Il détruit des entreprises familiales et nuit à l'équilibre régional.

Le Conseil fédéral, le Parlement et la Conférence des gouvernements cantonaux disent clairement NON à l'impôt néfaste de la Jeunesse socialiste. Une large alliance composée de l'UDC, du PLR, du Centre, des Verts libéraux et d'associations économiques – l'Union suisse des arts et métiers usam en tête – combat cette initiative qui aurait des conséquences désastreuses pour les PME suisses, la place industrielle suisse et notre prospérité.

L'initiative extrême de la Jeunesse socialiste constitue également une attaque contre le système fédéraliste: Les impôts sur les successions sont aujourd'hui du ressort des cantons. Ils ne relèvent pas de la responsabilité de la Confédération. La Suisse a déjà clairement rejeté l'impôt sur les successions il y a dix ans. Il existe de meilleurs moyens de faire progresser la protection du climat sans mettre en péril l'ordre économique et fédéral du pays.

Le NON clair à l'initiative extrême de la Jeunesse socialiste du Conseil fédéral et du Parlement est un engagement en faveur de l'industrie et des PME. Le NON souligne l'importance pour la Suisse d'avoir des entreprises fortes et réparties dans les régions.

Les PME créent des emplois.

La Jeunesse socialiste détruit des entreprises.

Les arts et métiers et les PME créent des emplois importants partout en Suisse. L'initiative extrême de la Jeunesse socialiste détruit des emplois dans les grandes entreprises familiales, mais aussi chez les sous-traitants. Le mécanisme est clair: les entreprises dont la valeur est liée à l'exploitation risquent d'être contraintes à la vente au moment de la succession. Une entreprise familiale d'une valeur supérieure à 50 millions de francs devra verser des millions de francs à l'État en cas de succession. Concrètement, pour une entreprise d'une valeur de 200 millions de francs, la génération suivante devra payer 75 millions de francs au fisc.

Les entreprises seraient alors au bord de la faillite ou extrêmement affaiblies par un nouvel endettement massif. Sans compter que les banques n'accordent pas si facilement des crédits pour financer les dettes fiscales. De telles sommes ne peuvent généralement être générées que par la vente de parties entières de l'entreprise. Selon une étude de PwC, deux tiers des entreprises concernées devraient alors être vendues en totalité ou en partie.

L'impôt extrême sur les successions de la Jeunesse socialiste démantèle des entreprises qui fonctionnent bien et qui réinvestissent continuellement leurs bénéfices, augmentant ainsi leur valeur. Le paradoxe ici: c'est précisément cette gestion durable que l'on attend d'entrepreneuses et d'entrepreneurs responsables. Avec l'impôt sur les successions de la Jeunesse socialiste, ce principe est réduit à néant. Au lieu de créer des incitations pour une gestion à long terme, l'impôt socialiste met en péril l'action entrepreneuriale responsable.

Les personnes qui voient leur rêve brisé dès le départ n'oseront plus guère franchir le pas de la création d'entreprise en Suisse. C'est précisément ce que semble viser la Jeunesse socialiste: leur modèle est celui des kolkhozes socialistes et des entreprises d'État centralisées. Elle souhaite remplacer l'esprit d'entreprise par l'économie planifiée.

L'initiative extrême de la Jeunesse socialiste détruit des emplois. Les emplois qui ne seront pas détruits par l'expropriation de la Jeunesse socialiste seront détruits au plus tard par l'économie planifiée écosocialiste visée.

Les PME créent des perspectives.

La Jeunesse socialiste détruit la succession.

L'un des principaux avantages de la structure économique suisse réside dans la force de l'industrie et des PME. Elles jouent un rôle crucial dans la formation de jeunes professionnels. L'apprentissage suisse est un joyau. Les Américains ont déjà essayé de le copier à plusieurs reprises et ont échoué à chaque fois. En Amérique, il y a donc surtout des universitaires et des manœuvres. Et c'est fatal pour une société.

En Suisse, c'est différent. Grâce à l'apprentissage, largement soutenu par l'industrie et les PME, la Suisse dispose d'une large couche de spécialistes bien formés et fiers de leur métier. C'est un facteur important pour l'économie, mais aussi un avantage pour la société.

L'attaque de l'initiative extrême de la Jeunesse socialiste contre l'industrie et les PME est d'autant plus incompréhensible. Elle met en péril les places d'apprentissage et prive les jeunes de toute perspective. Mais cela ne semble pas intéresser les jeunes socialistes, dont l'électorat n'est pas constitué d'apprentis actifs. L'initiative nous enlève la relève et empêche une succession d'entreprise ordonnée. De nombreuses PME suisses sont des entreprises familiales. Elles ont été bâties au fil des générations avec des bénéfices réinvestis. L'initiative de la Jeunesse socialiste rend la reprise d'une entreprise plus difficile, voire impossible. En cas de succession, beaucoup de liquidités sont dues d'un seul coup. Cela oblige les entreprises saines à la vente, au démantèlement ou à l'endettement. Pour éviter cela, certaines familles de propriétaires transfèrent le siège à l'étranger de leur vivant.

L'impôt exorbitant sur les successions des jeunes socialistes met en danger les entreprises familiales traditionnelles suisses. L'industrie et les PME sont également touchées. Les entreprises affaiblies créent moins de places d'apprentissage et investissent moins dans la formation de professionnels. L'initiative extrême de la Jeunesse socialiste est irresponsable. Elle détruit des places d'apprentissage. Avec leur initiative à courte vue, les jeunes socialistes nuisent particulièrement aux jeunes qui veulent se mettre au travail.

Les PME créent la confiance.

La Jeunesse socialiste détruit la propriété.

La Jeunesse socialiste souhaite non seulement un impôt exorbitant sur les successions, mais aussi un changement radical de système. Au lieu d'entreprises innovantes qui développent de nouvelles technologies respectueuses du climat, elle demande une éco-économie contrôlée par l'État. L'initiative vise davantage le symbolisme politique que l'efficacité concrète. Ce qui est déguisé en «taxe climatique» pour super-riches est en réalité une attaque dangereuse contre l'esprit d'entreprise suisse qui a fait ses preuves. Des entreprises familiales transmises à la génération suivante sont soumises à une pression massive pour vendre ou pour s'endetter.

L'initiative de la Jeunesse socialiste contraint des entreprises saines à la vente, au démantèlement ou à l'endettement. Le remboursement d'une dette fiscale importante a des conséquences. Des programmes d'austérité, le démantèlement et des délocalisations menacent. Le savoir-faire va ailleurs ou bien se perd. Le changement de génération tourne au casse-tête. La valeur ajoutée régionale s'effondre. Les fournisseurs, les artisans, les commerçants et les prestataires de services sont tous concernés. Au final, c'est toute la région qui en pâtit. De nombreuses entreprises familiales portent leur région. Si une telle entreprise disparaît, les chaînes d'approvisionnement se rompent. Les trajets s'allongent. Les offres s'amenuisent. Les communes perdent de leur attractivité. Nous le ressentons tous au quotidien.

Si la création de capital privé est entravée, la force d'innovation en pâtit à long terme. Et cela précisément en Suisse, qui a acquis stabilité et prospérité au fil des décennies grâce à l'esprit d'entreprise et à la responsabilité individuelle. La Suisse s'affaiblirait petit à petit: moins de compétitivité, moins d'emplois, moins de dynamisme. C'est ainsi que l'on freine l'économie au lieu de la renouveler pour qu'elle soit compatible avec le climat. L'Allemagne a montré l'exemple. La transformation écosociale de l'économie est vouée à l'échec.

Si l'on veut préserver le modèle de réussite suisse, il faut protéger la succession et renforcer l'incitation à investir. Ce n'est qu'ainsi que nos PME pourront continuer à exister et à apporter une contribution importante à l'équilibre régional. C'est la seule façon de maintenir l'économie dans les régions et à proximité des gens. C'est la seule façon pour la Suisse de rester forte.

Les PME ont fait leurs preuves.

La Jeunesse socialiste veut le socialisme.

Si l'industrie et les PME sont massivement entravées, des emplois sont détruits, des places d'apprentissage disparaissent et l'équilibre régional suisse est menacé. La capacité d'innovation de l'économie suisse en pâtit également. Notre pays a acquis stabilité et prospérité au fil des décennies grâce à l'esprit d'entreprise et à la responsabilité individuelle. Ces deux éléments sont systématiquement affaiblis et détruits par l'initiative extrême de la Jeunesse socialiste.

Les conséquences sont dramatiques: moins de compétitivité, moins d'emplois, moins de places d'apprentissage, moins de compensation régionale. C'est pourquoi nous disons résolument NON à l'initiative extrême de la Jeunesse socialiste.

La Suisse continue d'avoir besoin d'une industrie forte et de PME innovantes.

Le 30 novembre,
NON
à l'impôt extrême de la
Jeunesse socialiste!